

# Action mondiale contre la pauvreté

Pour plus d'informations, veuillez contacter [civilsocietyhle@gmail.com](mailto:civilsocietyhle@gmail.com) ou téléphoner à Polly Truscott : +1 646 884 2964

---

22 août 2008

À tous les représentants permanents des missions auprès des Nations unies à New York

Monsieur l'Ambassadeur, / Madame l'Ambassadrice,

L'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP), la plus grande coalition mondiale de lutte contre la pauvreté, se félicite du rôle dirigeant assumé par le secrétaire général des Nations unies, qui a demandé que 2008 « *se caractérise par des progrès sans précédent pour les plus pauvres parmi les pauvres* » et s'unit au président de l'Assemblée générale des Nations unies pour convoquer une réunion spéciale de haut niveau sur les Objectifs du millénaire pour le développement, le 25 septembre.

L'AMCP représente des dizaines de millions de personnes et des millions d'organisations dans plus de 100 pays. Le 17 octobre 2007, 43,7 millions de personnes se sont mises debout pour soutenir les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et combattre la pauvreté et l'inégalité.

Pour que la réunion spéciale de haut niveau redynamise le processus des OMD et donne une base solide aux efforts mondiaux pour atteindre et dépasser les OMD, nous exhortons votre gouvernement à apporter un soutien résolu sur les points suivants :

**Réalisation des engagements** Les engagements spécifiques préexistants en matière d'OMD, pris par les pays tant donateurs que bénéficiaires, doivent être concrétisés en abordant sous l'angle des droits humains les thèmes principaux des OMD : la santé (y compris la mortalité infantile et maternelle), l'éducation, le changement climatique et l'environnement, le commerce, l'agriculture, l'eau et les réseaux d'assainissement, l'alimentation, les questions liées au genre. À tous ces engagements doit être associé le financement nécessaire pour les réaliser. Il est donc indispensable que le volume de l'aide cesse de décroître et qu'une grande attention soit apportée à sa qualité.

**Solutions structurelles** Les plans d'action en matière d'OMD doivent s'attaquer aux barrières structurelles qui empêchent la réalisation et le dépassement des OMD ainsi que la concrétisation des droits ; ils doivent notamment combattre les violations des droits humains, cause et conséquence de la pauvreté. Dans le cadre de ces solutions structurelles, il convient d'investir dans l'agriculture et en particulier dans les exploitations de petite taille pratiquant l'agriculture durable ou raisonnée, de soutenir les agricultrices, de multiplier les services de santé disponibles, accessibles, acceptables et de bonne qualité, de supprimer les subventions injustes aux exportations agricoles et d'instaurer l'égalité d'accès aux ressources essentielles. Les solutions « verticales » (distribution de moustiquaires imprégnées ou programmes de repas scolaires) ont leur valeur, mais elles ne suffisent pas à abattre les barrières structurelles.

**Remettre les OMD sur la bonne voie** Pour que les plans d'action en matière d'OMD soient efficaces

pour les plus appauvris, réalisables et conformes aux droits humains, ils doivent :

**Renforcer l'obligation de rendre des comptes pour les gouvernements :** c'est principalement aux gouvernements qu'il incombe d'atteindre les OMD, et si possible de les dépasser. Dans ce but, les efforts de réalisation des OMD doivent prendre pour pierre angulaire les normes juridiquement contraignantes en matière de droits humains et doivent se soumettre à une obligation effective de rendre des comptes. Tous les efforts pour atteindre et dépasser les OMD doivent s'attaquer aux violations des droits humains, qui suscitent et aggravent la pauvreté. Ils doivent être assortis de critères clairs et de ressources suffisantes pour assurer le suivi et l'évaluation à tous les niveaux.

**Promouvoir l'accès égal aux droits humains et garantir la non-discrimination :** Toute action menée dans le cadre des OMD doit donner la priorité aux personnes les plus appauvries et les plus marginalisées. Il faut mettre sans relâche l'accent sur la nécessité de garantir la non-discrimination et de promouvoir l'égalité, en particulier l'égalité entre les genres, afin que les progrès visibles ne masquent pas des inégalités persistantes, voire de plus en plus profondes. Pour cela, il faut disposer de données précises sur les progrès effectués, ventilées selon les motifs de discrimination faisant l'objet d'une prohibition internationale.

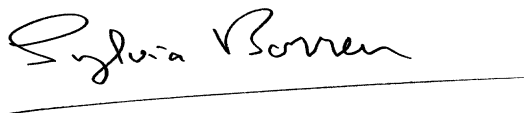
**Respecter le droit à une participation active des personnes appauvries :** la participation active de la société civile, et particulièrement des personnes qui vivent dans la pauvreté, doit être assurée lors de l'élaboration et de la réalisation des projets liés à des OMD, et notamment à la réunion spéciale de haut niveau du 25 septembre. Il faut porter une attention particulière à la participation active des personnes les plus vulnérables, parmi lesquelles figurent les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les handicapés.

Nous exhortons votre gouvernement à ouvrir le dialogue avec la population dans la période qui précède la réunion spéciale de haut niveau et à rendre compte des résultats en public par la suite. Nous vous demandons instamment de poursuivre avec la population un dialogue transparent et durable pour veiller à ce que le plan d'action adopté aux Nations unies à New York soit mis en œuvre de manière à améliorer réellement la vie des personnes marginalisées et vivant dans la pauvreté.

De plus, les signataires de cette lettre demandent qu'un sommet sur les OMD se tienne en 2010, avec la participation de la société civile, pour évaluer les progrès en matière d'OMD, en cherchant notamment à déterminer jusqu'à quel point les actions menées dans le cadre des OMD font progresser les droits humains dans la pratique, et pour établir un programme en vue de l'après-2015.

Nous aimerions débattre de ces recommandations avec vous ou la personne que vous désignerez, et nous comptons sur le soutien actif que vous leur apporterez à l'occasion de la réunion spéciale de haut niveau, le 25 septembre.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur / Madame l'Ambassadrice, l'expression de ma haute considération.



Sylvia Burien

Sylvia Borren, Adelaide Sosseh et Kumi Naidoo, co-Présidents, Action mondiale contre la pauvreté

Ramesh Singh, Director, Action Aid International

Elaine Ireland, Global Health Advocacy officer, Action for Global Health

Peter Niggli, Directeur, Alliance Sud

Widney Brown, Directrice générale, Amnesty International

Grace A. Mukasa, Head of Programmes and Advocacy, African Medical and Research Foundation

Titk Hartini, Executive Director, Association for Community Empowerment, Indonesia

Nick Roseveare, Chief Executive, BOND (UK)

Alison Fenny, Director of Advocacy and Communications, CAFOD

Lesley-Anne Knight, Secretary General, Caritas Internationalis

Joseph Cornelius Donnelly, UN Liaison Office, Caritas Internationalis

Ondrej Kopečný, Cesko proti chudobe (Global Policy Institute)

Daleep Mukarji, Director, Christian Aid

Andrew Ryskamp and Ida Mutoiga, Co-directors, Christian Reformed World Relief Committee

Ms. Ingrid Smith, Secretary General, CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation

Elaine Ireland, Global Health Advocacy Officer, Commonwealth Action Group on HIV/AIDS

George Cook, Chief Executive, Computers for Africa

Joseph P. Foley, Congregation of the Missions

Winifred Doherty, NGO Representative, The Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd

Thierry Seewald, Coordinateur, Défi Michée France (Micah Challenge)

Hamdi Al-Khawaja, Coordinator of Research and Studies, Democracy and Workers Rights Center

Steve Cockburn, International Campaign Coordinator, End Water Poverty

Dr. Dan Taylor, Director, Find Your Feet

Hamdi Al-Khawaja, Secretariat Coordinator, GCAP Arab region

Dennis Howlett, Coordinator, GCAP Canada (Make Poverty History / Abolissons la pauvreté)

Josué Baloma, Coordinator, GCAP Cameroun

Viviane Castro, Coordinator, GCAP Chile

Jiovanni Fuentes, Support Team, GCAP El Salvador

Dr. Claudia Warning, Chair, GCAP Germany, Association of German Development NGOs (VENRO)

Wahyu Susilo, Steering Committee Coordinator, GCAP Indonesia

Tatsuo Hayashi, Chairperson, GCAP Japan, Hottokenai Sekai no Mazushisa

GCAP Mexico

Kailash Satyarthi, President, Global Campaign for Education

Maroliva Gonzalez, Coordinator, Global Youth Action Network, Mexico

Bridget Sleaf, Rights Policy Advisor, Help Age International

International Council for Adult Education (ICAE)

Eugen Brand, Director General, International Movement ATD Fourth World

Fatima Rodrigo, UN Representative, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation  
Association algérienne d'alphabétisation (IQRAA)  
Mr. Nick Dearden, Director, Jubilee Debt Campaign  
Jane Rose R. Bisa, Member, Kabataan Kontra Kahirapan  
Le Réseau Arabe  
Richard Sroczyński, Associate NGO Representative, Marianists International  
Dr. Deirdre Mullan, Director, Mercy International Association  
Joseph Nkinzo, Coordinateur national, Défi Michée, RD du Congo ((Micah Challenge)  
Steve Bradbury, Chairman, Micah Challenge International  
Ms. Yemisi Ransome-Kuti, Trustee, Nigerian Network of NGOs  
Brother Steven O'Neil, Core Leadership Team, NGO Sub-Committee for the Eradication of Poverty  
Michael Switow, ONE (Singapore)  
Jeremy Hobbs, Executive Director, Oxfam International  
PanAfrican Association for Literacy and Adult Education (PAALAE)  
Andrew Scott, Policy Director, Practical Action  
Christine Allen, Executive Director, Progressio  
John Gordon, National President, Public Service Alliance of Canada  
Rita Arthur, Main Representative, Religious of the Sacred Heart of Mary  
Andrew Gwaivangmin, Executive Director, Rural Development Councillors for Christian Churches (RURCON)  
Thomas Brennan, Salesian Missions  
Katy Athersuch, Campaign Coordinator, Stop AIDS Campaign  
Student Stop AIDS campaign  
Ben Simms, Head of International, Sue Ryder Care  
Steve Bradbury, National Director, TEAR Australia  
Paul Cook, Advocacy Director, Tearfund UK  
Brendan Barber, General Secretary, Trade Unions Congress, UK  
Kerstin Greback, International President, Women's International League for Peace and Freedom